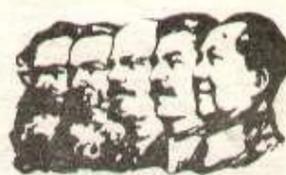


l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Ecraser les vieux démons

PIERRE GOLDMAN assassiné. Racisme, fascisme, antisémitisme... Immeuble plastiqué, plastiquage signé « Les SS »... Vieux démons qui se réveillent, comme l'indique le communiqué ci-contre signé par notre Parti avec de nombreuses organisations et appelant la population à se mobiliser contre l'assassinat politique de Pierre Goldman...

Pierre Goldman, un nom de plus sur une liste déjà longue ?

Oui certes. Mais c'est pire que cela. Aux informations officielles, au Garde des Sceaux, au gouvernement qui voudraient banaliser le crime, il faut poser quelques questions.

Quand un gouvernement se prépare à soumettre au Parlement des lois racistes qui livreraient à l'arbitraire policier toute une partie de la population : les travailleurs immigrés ;

Quand tant de meurtres, d'attentats contre des immigrés sont restés impunis ;

Quand une nouvelle droite aux idées qui n'ont rien de nouveau prend son essor à l'ombre du pouvoir actuel ;

Quand un attaché militaire, représentant ce pouvoir à Buenos Aires, le colonel Jean-Claude Le Guen, affirme publiquement sa solidarité avec les tortionnaires de Videla ;

Quand dans un trust comme la Thomson-CSF, lié de près à la famille même du président, on ouvre grand la porte aux apologistes du nazisme (Voir page 4) ;

Ne doit-on pas poser quelques questions ?

Et ces quelques faits n'apportent-ils pas une réponse ?

Pierre Goldman, c'est une étape de plus, un pas de plus, très grave. Et ce pouvoir est responsable...

Aujourd'hui, délibérément, il développe en grand la répression contre le peuple : systématiquement, des syndicalistes sont traduits en justice pour fait de grève, des manifestants condamnés. Du 23 mars, à Brest, de Longwy à Cherbourg, des résidents des foyers Sonacotra en lutte aux sidérurgistes « coupables » de défendre leur emploi... Les atteintes aux libertés se multiplient.

Ce pas de plus franchi, ces vieux démons qui se réveillent, c'est un aspect de l'offensive que mènent depuis des mois contre la classe ouvrière, contre tous les travailleurs, Giscard et son gouvernement.

Ils sont responsables.

Plus que jamais, l'unité la plus large est nécessaire : pour riposter à de tels attentats, pour que la lumière soit faite, les coupables punis, les responsables démasqués ;

Pour défendre pied à pied les libertés menacées, arrêter les nouvelles lois sclérotiques et empêcher leur application.

Nous appelons nos militants, tous les travailleurs, dans l'esprit unitaire le plus large, à s'associer, dans les villes et régions, à toutes initiatives pour organiser la riposte, pour écraser les vieux démons.

Gilles CARPENTIER

Les paras en Centre-Afrique : uranium d'abord



Bokassa Ier et le ministre de la coopération Robert Galley



Giscard et l'empereur Bokassa Ier

Méthodes impériales : arracher les oreilles aux petits voleurs



Voir page 3

Mai 1979 : le journal Jeune Afrique, dans un article intitulé « La France lâche l'empereur », cite des propos de Robert Galley : « L'empereur Bokassa vient de signer l'acte de sa condamnation », Juin, démenti du même ministre de la coopération : « Je tiens à vous informer que je n'ai jamais, sous aucune forme et d'aucune façon, prononcé les paroles que vous m'attribuez dans cet article ; elles relèvent de la pure affabulation ». Un démenti significatif après les événements de ce week-end.

Après l'assassinat de Pierre Goldman

« Tout mettre en œuvre pour que soit organisée la riposte »

Communiqué, Paris le 21 septembre 1979

LES organisations soussignées, indignées par l'assassinat politique de Pierre Goldman, appellent la population à se mobiliser contre cet attentat sur lequel elles exigent que la lumière soit faite.

Elles dénoncent la responsabilité du pouvoir dont la politique contribue à réveiller les vieux démons du racisme, du fascisme et de l'antisémitisme.

Dans notre pays en pleine crise économique et sociale qui frappe les travailleurs et les travailleuses, nous assistons à une grave recrudescence des atteintes aux libertés.

Les organisations réunies le 21 septembre 1979 sont résolues à tout mettre en œuvre

pour que soit organisée dès les tout prochains jours la riposte aux violences, aux provocations et aux attentats racistes. Pour assurer l'unité la plus large, elles inviteront l'ensemble des organisations démocratiques à une très prochaine réunion.

Signataires :

Mouvement d'action judiciaire, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la Magistrature, PS, Association française des juristes démocrates, MLAC, Ligue des droits de l'homme, LCR, Fédération nationale des radios-libres, Syndicat de la médecine générale, MAS, CCA, PCML, PSU, CFDT, CINEL, MRAP, FEN, OCI, UNEF-Unité syndicale.

Compte-rendu de la manifestation à Paris
Voir page 3





IMPERIALISME

L'Union soviétique au secours des racistes rhodésiens

DEPUIS le 16 octobre 1966, à la demande de la Grande-Bretagne, l'ONU a décrété des sanctions économiques contre la Rhodésie raciste de Ian Smith. Au début de l'été, on prêtait à Mme Thatcher l'intention de lever ces mesures d'em-

bargo contre le gouvernement de Salisbury présidé aujourd'hui par l'évêque Muzorewa. Mais les pressions efficaces des pays du tiers monde lors de la dernière réunion du Commonwealth en août à Lusaka (Zambie) ont fait reculer le gouvernement britannique.

L'Union soviétique, quant à elle, demeure totalement insensible aux décisions de l'ONU. Le journal anglais le *Daily Telegraph* vient en effet de révéler qu'au mépris des sanctions économiques imposées par la communauté internationale, l'URSS a récemment acheté du tabac, du chrome et de l'amiante au régime raciste de Rhodésie. Citant des sources bien informées dans les milieux d'affaires de Londres et de Johannesburg (Afrique du Sud), ce journal dit que les Russes ont acru et diversifié leurs achats en provenance de la Rhodésie pendant les premiers mois de cette année.

L'achat par les Soviétiques de métaux stratégiques rhodésiens est négocié par des intermédiaires sur le marché du métal à Londres et ailleurs. Des agences nationales soviétiques ont été officiellement désignées pour s'occuper des importations de chrome et d'amiante. Le même journal précise encore que les mine-

rais rhodésiens sont transportés des ports d'Afrique du Sud jusqu'à Vladivostok par des navires japonais.

Le *Daily Telegraph* indique enfin qu'une note digne de foi sur certains aspects de la violation des sanctions par les Soviétiques figurait déjà en 1977 dans un rapport du comité des sanctions de l'ONU qui accusait l'URSS d'organiser un commerce illégal avec la Rhodésie par le biais de compagnies enregistrées dans un pays occidental.

Ainsi, alors que les patriotes du Front patriotique du Zimbabwe luttent les armes à la main contre les racistes rhodésiens et leur fan- toche Muzorewa, au moment même où ils marquent des points sur le plan diplomatique à la conférence de Londres, Brejnev apporte son aide à leurs pires ennemis en acceptant de commercer avec eux, en violation des décisions de l'ONU.

Henri BERTHAULT



Massacres de civils noirs en Rhodésie.

Grève des dockers en Hollande

Ils s'appellent Georg ou Till, ils luttent pour leurs salaires

En grève depuis quatre semaines, maintenant, les dockers du plus grand port du monde ont dû affronter la police.

Jeudi, plusieurs centaines de grévistes se sont rendus à l'hôtel-de-ville pour réclamer la libération de cinq dockers arrêtés la veille. Puis ils se sont dirigés vers le commissariat central où ils ont été chargés par la police. Des pratiques que les CRS français ne désapprouveraient pas...

EN grève depuis la fin août pour l'augmentation de leurs salaires, les 13 000 dockers de Rotterdam ont certainement tout autant de raisons de se battre que les dockers de Marseille, de Dunkerque ou d'ailleurs. « *Le travail est dur, très dur* » explique Georg Klaassen, 58 ans, 1,90 m, le crâne dégarni et une vie de docker derrière lui. Il est l'un des dirigeants du comité de grève et il nous explique que le salaire moyen est de 352 florins par semaine (environ 700 F).

Chaque docker doit se coltiner 250 tonnes par jour. Le pire, ce sont les sacs de sel, mais il y a aussi la viande qu'on va chercher dans des réfrigérateurs où il fait moins de 20 degrés, la farine, les fruits, le travail dans les soutes (« dans les trous ») et des problèmes au dos pour la plupart d'entre eux. Les dockers de Rotterdam réclament une augmentation de 30 florins (environ 60 F), 25 jours de congés par an (au lieu de 23 actuellement), la retraite à 60 ans (au lieu

de 63) et 35 heures par semaine (au lieu de 40). Pas la lune (*) ».

Et pourtant, une certaine presse écrit : « *C'est un scandale* ». Le dirigeant social-démocrate du syndicat FNV lance un appel à la légitimité pour arrêter le mouvement.

Pendant ce temps, tous les matins à 9 heures, 2 000 à 3 000 dockers se réunissent sur « l'Afrikaander Plein », où siège leur comité de grève. Là, ils s'informent, décident des actions à mener en ville, écoutent les messages de solidarité. C'est là aussi que sont rassemblées les collectes, en argent et en nourriture qui arrivent de tout le pays.

Devant la combativité des dockers, les dirigeants du syndicat se déclarent prêts à rencontrer la direction, au côté du comité de grève. « *Nous sommes prêts à négocier mais rien ne sera plus jamais décidé par-dessus nos têtes* », déclare un responsable du comité.

C. L.

*Extrait du reportage de Laurent Sauerwein paru dans *L'Humanité* dimanche.

TF1 : l'Evènement
21h30 jeudi 27 septembre

La Chine sans Mao

La permission ou la réhabilitation du savoir

C'est une image intimiste de la Chine que nous livre cette fois-ci Jacqueline Dubois, dans son excellent reportage : « *La permission ou la réhabilitation du savoir* ». Peu ou pas de grandes foules, de discours officiels, mais une famille d'intellectuels que nous suivons dans sa vie de tous les jours.

En rupture totale avec l'image d'une Chine austère, uniformisée, dans l'habit, la pensée, la parole et l'absence de sentiments, voici un couple chinois avec ses élans de tendresse, ses préoccupations au sujet des enfants, ses réflexions personnelles sur telle ou telle question politique, ses loisirs, ses amis... Bref, un couple plus « palpable » que ce à quoi nous étions habitués, jusqu'ici.

Et puisque diversité il y a, on pourra noter la diffé-

rence assez sensible de niveau et de mode de vie entre cette famille d'intellectuels résidant en ville et les familles paysannes ou ouvrières : la femme (metteur en scène) apprend le piano à son petit garçon de six ans, son mari bénéficie d'une voiture de service pour aller travailler, l'appartement est doté d'un confort bien au dessus de la moyenne... Les conversations, aussi, sont typiques du statut social de la famille : on parle beaucoup art, théâtre, cinéma. Et, au détour d'une conversation, la mère du petit garçon, très fière des dons et de l'intelligence de son fils, déclarera sur un ton péremptoire : « *Ah, non, Petit Buffle ne sera pas ouvrier !* ».

C. L.

MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Vers l'unification des marxistes-léninistes en Inde

LA tendance à l'unification des communistes marxistes-léninistes de l'Inde a fait récemment un grand bond en avant. Les deux principales organisations se réclamant du Parti communiste de l'Inde (ML) ont publié fin juin 1979 une déclaration commune exprimant leur désir de s'unifier dans un seul parti sur la base du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong.

Créé en 1969, à l'issue de l'insurrection de Naxalbari dans l'Est de l'Inde, le PCI (ml) s'était divisé à la suite des violentes luttes de lignes dans le Parti. Après une traversée de désert qui dura plusieurs années, les marxistes-léninistes indiens recommencèrent la lutte pour réunir tous les marxistes-léninistes dans un Parti unique. Depuis 1974-1975, en effet, la tendance à l'unité avait pris de l'élan, repoussant en arrière les querelles sectaires.

Par la récente déclaration de juin 1979, les deux organisations ont manifesté leur volonté de coordonner leurs activités à tous les niveaux et de faire avancer les luttes populaires « *contre les deux superpuissances, surtout le social-impérialisme soviétique et leurs alliés indigènes réactionnaires, à savoir le féodalisme et le capitalisme comprador bureaucratique* ». Les deux organisations ont aussi adopté un programme d'action unitaire en 18 points portant sur les luttes à mener au niveau national et international.

TCHECOSLOVAQUIE

Mort de l'ancien président Ludvik Svoboda

LUDVIK Svoboda est mort jeudi à Prague. Il avait 84 ans. Résistant de la première heure contre l'occupant nazi en 1939,



le général Svoboda avait été élu président de la République en mars 1968, au cours du Printemps de Prague.

Au lendemain de l'agression soviétique du 21 août, le nom de Svoboda, qui signifie « liberté », avait été un signe de ralliement dans les manifestations contre l'occupant. Pourtant, Svoboda qui conduisait les négociations avec Brejnev à Moscou, avait adopté une attitude assez capitulationniste et il avait poussé à accepter le diktat de Moscou.

Par la suite d'ailleurs, il resta président de la République et accepta tout le processus de « normalisation » imposé par Brejnev avec l'aide de Husak.

J.S.

DANS L'ACTUALITE

Intervention française en Centre-Afrique

160 000 tonnes d'uranium pour la chute d'un tyran

Lundi matin, on apprenait que l'ex-empereur Bokassa avait finalement été évacué en direction d'un pays africain inconnu, prêt à l'accueillir. En Centrafrique, le nouveau président déclare avoir reçu l'appui de la France qui a d'ailleurs envoyé des troupes quelques minutes avant l'annonce du « coup d'Etat ».

Dimanche, plusieurs centaines d'étudiants et d'enseignants manifestaient dans la capitale, Bangui, pour protester contre la nomination, au nouveau gouvernement, d'anciens ministres de Bokassa, complices de ses crimes.

LA chute d'un tyran, qui s'en plaindra ? Dès le vendredi matin, des centaines d'habitants manifestent aux cris de « A bas Bokassa », la statue de l'ex-empereur est déboulonnée, ses magasins pillés.

Mais, malheureusement pour le peuple centrafricain, ceux qui ont tenu à bout de bras, jusqu'à l'avant-dernière minute, le souverain haï, n'ont pas hésité à intervenir directement et militairement dans le pays : le gouvernement français se vante en effet d'avoir « favorisé un changement de régime en Centrafrique » et du fait que celui-ci ait été « effectué avec le concours et l'appui de la France ».

Sous couvert d'humanisme, le gouvernement français espère-t-il vraiment faire oublier qu'aujourd'hui comme hier, ce sont ses intérêts impérialistes qu'il défend ? Hier, Giscard payait le couronnement de l'empereur Bokassa (grâce à l'argent des contribuables) : assurer la main-mise des industriels français sur seize mille tonnes d'uranium vaut bien une petite avance... Aujourd'hui, Giscard envoie ses paras renverser le même Bokassa : l'uranium centrafricain restera dans de « bonnes » mains...

Mais, à Bangui, le peuple n'est pas dupe : dès dimanche, des centaines d'étudiants ont manifesté. Ils n'acceptent pas que le nouveau président — lui-même ancien conseiller de Bokassa — ait conservé dans

son gouvernement les anciens ministres de l'empereur. Bokassa serait seul responsable des massacres, telle est la réponse du nouveau président, M. Dacko, aux questions des manifestants.

En même temps, les paras continuent de sillonner la ville, les manifestants sont bien « encadrés » et à 18 heures, le couvre-feu est établi...

Les réactions ne se font pas attendre : plusieurs organisations qui voulaient renverser l'empereur protestent contre la présence des troupes françaises. C'est le cas, entre autres, du MLPC (Mouvement de libération du peuple centrafricain), dirigé par Ange Patassé.

En Afrique, l'Algérie et le Tchad (dont le territoire a servi de base de départ aux soldats français) condamnent l'intervention française.

Le quotidien algérien, *El Moudjahid*, écrit : « Quelle que soit la satisfaction que l'on éprouve à apprendre la chute d'un tyran sanglant, il reste que l'on se demande de quel droit un pays, quel qu'il soit, peut se permettre de faire valser les gouvernements d'un Etat théoriquement indépendant par une grossière ingérence dans ses affaires intérieures ».

Le président tchadien élève, lui, « la protestation la plus énergique contre l'utilisation du territoire national tchadien pour des coups d'Etat dans des pays voisins ou lointains ».

Claude LIRIA

Hommage à Pierre Goldman

Nous relevions la tête



AN TENNE 2, journal télévisé, jeudi 20 septembre, jour comme les autres, le ronron des informations aseptisées. 20 h 26, entre le tiercé et le temps, le journaliste de service : « Pierre Goldman, militant d'extrême-gauche a été assassiné par un groupe d'inconnus » ; flashes, échos, faits divers, banalisé, « que la vie coule, il fera beau demain »...

Nous avons baissé la tête, de honte, honte de ce régime, honte de cette télé, honte pour toi.

En quelques secondes, je me suis rappelé d'un autre Pierrot assassiné par un vigile aux portes de Renault. Un même communiqué télévisé avait annoncé : « Un gauchiste est mort en voulant prendre d'assaut l'usine Renault-Billancourt ».

Tristesse. Et Pierre Maître, à Reims Mais nous avons relevé la tête : le 21, nous étions des milliers de la place

Henocque à Denfert-Rochereau pour te rendre hommage. Des milliers, de sensibilités politiques différentes, nous marchions en silence entre deux tirs de grenades, des milliers pour qui avenir rime avec liberté, pour qui avenir rime avec justice. Des milliers qui, depuis le grand espoir de Mai 68, n'ont pas baissé la tête, n'ont pas baissé les yeux.

Pierre, je ne le connaissais pas : de sensibilités politiques différentes, nous ne frayions pas les mêmes eaux. Mais en remontant le boulevard, vers Denfert-Rochereau, ce n'était pas le chemin du sectarisme qui était de mise mais plutôt celui de l'union, de l'union d'une génération contre le racisme, contre le fascisme ; combat pour lequel tu as donné ta vie.

Pierre, ces marcheurs du silence de vendredi soir, tu aurais aimé les voir. Ils relevaient la tête.

Guy LANRIVAIN

GRANDS MAGASINS

10000 à Paris contre le travail du dimanche

C'EST dans une remarquable unité et une grande combativité — n'excluant ni l'enthousiasme ni la gaieté — que les employés et employés du commerce parisien ont manifesté, vendredi matin à l'appel de toutes leurs organisations syndicales unies, leur opposition au projet de loi instituant le travail le dimanche. Ce projet doit être bientôt déposé à l'Assemblée nationale.

Tous les grands magasins parisiens étaient là : Samaritaine, Bazar de l'Hôtel-de-Ville, Bon Marché, Galeries Lafayette, Printemps, mais aussi les employés de Darty, de la FNAC, les Prisunic, grandes surfaces, etc. Au minimum 10 000 personnes étaient présentes, et n'ont quitté la place des Invalides — les abords du ministère du travail étant « protégés »

par plusieurs cordons de police, matraques et fusils lance-grenades à la main — que lorsqu'une délégation, reçue par le directeur de cabinet du ministre, est sortie annoncer... que rien n'était obtenu, pas même une prise de position nette du ministre, qui, lui-même attendait celle du ministre du commerce.

Les employés ont ensuite regagné — en cortège pour ceux du Bon marché tout proche — leur travail, mais la mobilisation de ce vendredi matin a été énorme pour les grands magasins : Galeries Lafayette fermées car il n'y avait plus ni vendeurs ni cadres ; au Bon Marché, plus de 60 % d'employés ont débrayé... Les travailleurs et travailleuses du commerce restent vigilants et sont prêts à ressortir en masse dans la rue si la loi est discutée réellement au Parlement.

NON au travail le dimanche !



GRENOBLE

Grand succès de la fête de l'Humanité rouge

PREMIERE fois à Grenoble, les différents stands installés au village de Quaix, en Chartreuse, ont connu un succès très important. Parmi les organisations invitées, étaient venus le PSU, le comité de la représentation en RFA, le collectif Ecole-formation, le comité Larzac, le planning familial, le ciné anti-impérialiste, le comité anti-outspan. Bien que n'ayant pas participé à l'organisation de cette fête, le PCR m'avait un stand et c'est une camarade du bureau de la fédération Rhône-Alpes qui prit la parole au nom du PCR. Son intervention ainsi que celle de la camarade Camille Granot au nom du Parti

communiste marxiste-léniniste ont insisté sur la nécessaire unité des travailleurs face à l'offensive de la bourgeoisie et de son gouvernement Giscard-Barre. Elles ont aussi annoncé pour la première fois officiellement à Grenoble que le processus d'unification des deux partis marxistes-léninistes arrivait à son terme.

Deux chanteurs, Marcel Vette et Octave, ainsi qu'une troupe de marionnettes d'Annecy ont également contribué au succès de cette fête clôturée par un bal populaire.

Nous ne pouvons pas terminer sans remercier chaleureusement les nombreux amis qui ont apporté leur contribution au succès de cette fête et sans lesquels elle n'aurait pas pu se tenir dans d'aussi bonnes conditions.

Avant le rassemblement du 29 à Garges

DE nouvelles expulsions ont eu lieu la semaine dernière dans l'Est : 12 à Woippy le 18 septembre, 69 à Florange, près de Thionville, le 19. Un rassemblement de protestation a eu lieu le 22, suite à ces expulsions. Le 22 également, se tenait au foyer Sonacotra de Champigny, une journée portes-ouvertes à laquelle appelaient de nombreuses organisations. Une centaine de personnes y ont participé.

Ce lundi 24 septembre, à la Préfecture de Créteil, Rachid Kanote, délégué du foyer d'Ivry, membre du Comité de coordination, passe devant la commission d'expulsion. Motif exact tel qu'il est indiqué sur la convocation : « a défavorablement attiré l'attention sur lui ». La loi Barre-Bonnet, ça promet !

Le Cambodge à l'ONU : une victoire contre l'hégémonisme

LE siège du Cambodge restera détenu par les représentants du Kampuchea démocratique qui luttent contre l'occupation de leur pays par les troupes vietnamiennes. Ainsi en a décidé l'Assemblée générale de l'ONU par 71 voix pour et 35 contre, et 34 abstentions.

L'éventail des pays qui ont voté pour est très large : on y trouve aussi bien des pays socialistes, des pays capitalistes industrialisés que des pays du tiers monde : Chine, Roumanie, Yougoslavie, USA, Japon, RFA, Thaïlande, Pakistan, Égypte, etc.

C'est une défaite sérieuse pour l'URSS qui a d'ailleurs qualifié de « décision illégale » le vote pourtant démocratique et général de l'Assemblée. Nous reviendrons plus longuement dans notre prochaine édition sur cette victoire du Cambodge et sur les réactions qu'elle a suscitées.

BARRE: 74 % de MECONTENTIS

SORTEZ LE !
CA SUFFIT !
DEHORS !
ASSEZ !



MERCI MES AMIS
AVEC VOTRE SOUTIEN
J'ENTENDS BIEN
CONTINUER

NON! NON!
3 ANS CA SUFFIT

BABAR
TU NOUS
TROMPES!

PATRONAT

Comment chez J. Vabre (cafés bien connus), un délégué syndical « déguste »

D'après un tract CFDT-STAVAM.

JACQUES Vabre, qu'est-ce que c'est ? L'activité de la société concerne surtout le café vert, torréfié et le café soluble. Cette activité est à la fois industrielle et commerciale. La totalité du capital de J. Vabre est détenu par la société allemande Jacobs (café) qui a un holding en Suisse et possède de nombreuses filiales. Il s'agit donc en fait d'une multinationale germano-suisse très puissante et en progression constante.

La société française (J. Vabre) est divisée en deux établissements :

- Région parisienne : 5, rue Charles Martigny, 94701 Maisons-Alfort (direction générale, commerciale, financière) ;

- Hérault : route de St-Georges d'Orgues Laverune 34430 St-Jean de Vedas (usine).

L'établissement concerné par cette répression est : Maisons-Alfort (220 salariés environ).

Création de la section syndicale CFDT à Maisons-Alfort.

La section syndicale existe officiellement depuis le 15 février 1978, date à laquelle le STAVAM CFDT 94 (alimentation) y a nommé un délégué syndical. En fait, la section fonctionnait déjà depuis le quatrième trimestre 1977. C'est la seule section syndicale dans l'établissement. Avant sa création, il n'existait aucune représentation syndicale dans l'établissement. (...)

1978 : la répression commence.

L'élection du camarade au comité, ses prises de positions au sein du comité d'établissement et au comité central, puis sa désignation syndicale ont coïncidé avec la naissance de critiques de plus en plus arbitraires de ses activités professionnelles alors qu'il est dans la société depuis 1973 et que son travail est satisfaisant puisque utilisé (il exerce la fonction de chargé d'études niveau « agent de maîtrise »).

En février, quelques jours après sa désignation comme délégué syndical, il apprenait brusquement que son travail était prétendument si minable que la société n'avait pas d'autre solution que de lui proposer un poste de vendeur en Corse pour qu'il soit dans l'impossibilité d'exercer son mandat donc de développer la section naissante. Ayant refusé, il a, à partir de ce moment, rencontré des difficultés continuelles (...)

Premier semestre 1979 : la répression s'accroît.

Le 14 décembre 1978, le comité d'entreprise était convoqué pour statuer sur le licenciement du camarade, mais quoique membre titulaire du comité d'entreprise il n'était pas convoqué (la convocation porte le cachet confidentiel).

Le syndicat intervient auprès de l'inspecteur du travail et une nouvelle réunion est prévue pour le 19. Ce jour se trouva être celui de la grande « panne » d'électricité. Le comité d'entreprise siègera néanmoins bien que le secrétaire du comité eut prévenu son impossibilité de venir.

Après une parodie de séance, le comité d'entreprise prononce par quatre voix le licenciement.

Après une parodie de séance, le comité d'entreprise prononce par quatre voix le licenciement. Le procès verbal fut rédigé par la direction et signé par la future secrétaire du comité d'entreprise. La secrétaire du comité d'entre-

prise ayant alors démissionné de ses responsabilités de secrétaire pour protester contre cette procédure.

En janvier, après une parodie identique de séance du comité central, un vote de licenciement était acquis par deux voix pour et deux abstentions. Après enquête, l'inspecteur du travail refuse le 31 janvier 1979 d'autoriser le licenciement en motivant sa décision très clairement : cependant, le délégué se voyait malgré cela, confier des tâches provisoires sans initiative.

Deuxième trimestre 1979 : conclusion... provisoire.

Fin juin, le camarade reçoit notification du ministre du travail annulant la décision de l'inspecteur du travail. Cette « lettre de cachet » sans la moindre motivation est, de plus, hors des délais légaux. Par quels arguments spécieux la direction de J. Vabre a-t-elle pu convaincre le ministre du travail pour obtenir l'annulation de la décision de l'inspecteur ?

Résultat : la direction licencie le délégué. Le préavis prenant fin le 14 septembre 1979. Dès le 4 juillet une lettre ouverte est remise à la direction des cafés J. Vabre et un recours auprès du tribunal administratif a été introduit. Mais cela est insuffisant. La réintégration de notre camarade dépend surtout maintenant de l'action de tous (...)

Communiqué de presse

Le 17 septembre 1979, une délégation CFDT a été reçue par la direction des cafés Jacques Vabre.

La délégation menée par M. Olivier André (secrétaire fédéral de l'alimentation CFDT) a exigé la réintégration du délégué syndical arbitrairement licencié.

La direction n'ayant pas changé sa position, la délégation s'est retirée en informant la direction des cafés J. Vabre que l'action syndicale nationale et internationale sur le groupe serait intensifiée (...).

Syndicat CFDT des travailleurs de l'alimentation du Val-de-Marne, 2, rue Tirard, 94000 Créteil. Tel : 207-29-29 (entre 17 et 19 heures).

REPRESSION SYNDICALE

Eloge du nazisme à la Thomson-CSF Cholet

Le journal de la CFDT, *Syndicalisme Hebdo* du 20 septembre, fait état d'un incident qui s'est passé cet été à la Thomson-CSF de Cholet : à la suite d'un stage de formation professionnelle, des travailleurs se sont vus remettre un document de réflexion développant ouvertement les thèses nazies. La direction et la société de formation parle d'erreur, mais n'y aurait-il pas plutôt tentative des théoriciens de la nouvelle droite, de pénétrer dans les entreprises par le biais de la formation patronale ?

QUELLE ne fut pas la surprise des travailleurs du service « achats » de la société Thomson-CSF de Cholet, fin juillet dernier, à la lecture d'un document destiné « à prolonger leur réflexion » après un stage de formation patronale : le document de 350 pages, édité par la société P et A (18, rue de Bellini, Paris 16e) était une véritable apologie du nazisme ! C'est l'information que publie cette semaine *Syndicalisme Hebdo*, l'hebdomadaire de la CFDT.

Voici des extraits de deux documents publiés dans ce dossier : l'un intitulé « Réflexion sur les mass-média » ; il développe à la fois un anticommunisme primaire et viscéral et l'apologie de l'Allemagne nazie ; « Je m'obstine à croire que la défaite de l'Allemagne hitlérienne a été une défaite de toute l'Europe occidentale, que les Allemands n'étaient pas responsables de cette guerre mais qu'on la leur a imposée... que les bombardements de populations civiles par les alliés étaient des crimes de guerre plus cruels que tout ce qu'on a pu reprocher aux Allemands, que la mythologie des camps de concentration et de la Gestapo est une des plus grandes falsifications de l'histoire... » C'est un langage qui rappelle un certain débat lancé au printemps par les déclarations provocatrices de Faurisson, professeur à la faculté de Lyon.

Le deuxième document complète le premier : c'est un extrait d'un livre d'Yves Christen, « L'Heure de la sociobiologie », reprenant les théories de la nouvelle droite sur l'ordre naturel des choses. Il y a donc « un ordre hiérarchique naturel entre les hommes nés pour commander et ceux nés pour servir... La loi humaine est toujours une loi du plus fort, à laquelle doit se conformer le faible, et cette loi reconnue comme un facteur durablement valide entre tribus, constitue la paix. Il y a des peuples dont la race vigoureuse a perpétué le caractère d'animal de proie, qui sont fâchés du combat contre les hommes, qui envahissent, conquièrent et asservissent d'autres peuples... »

C'est là reprendre ouvertement la théorie de la supériorité aryenne, la justification de la colonisation, base de l'idéologie hitlérienne.

Aussitôt, les travailleurs de la Thomson avertirent les syndicats CGT, CFDT et CGC qui exigèrent auprès de la direction de renvoyer

la société P et A. La direction se montra à son tour « choquée » et parla d'une erreur de mise en page...

L'enquête des syndicats met en doute la bonne foi de la direction de la Thomson-CSF : le document était dans l'établissement depuis mars 1979, et a été photocopié dans les services. Peut-on imaginer qu'aucun responsable ne l'ait lu ?

Quand à la société P et A elle-même, elle a prétendu ne pas être au courant. Mais sa réputation parle pour elle : c'est une société spécialisée dans les conseils aux entreprises, la formation, le recrutement des cadres, la psychologie appliquée... Et dans un document sur son activité en Angleterre, elle note être « soumise aux contraintes émanant de sa clientèle, qui lui impose dans certains pays de ne pas utiliser du personnel juif » !

Il est vrai qu'on voit tout de suite l'avantage que peut avoir un patron à faire passer un certain nombre de ces idées : celle sur le racisme et le colonialisme (après tout, c'est une autre version de « c'est la faute au pétrole ! ») et celle sur les hommes nés pour servir. C'est un excellent moyen de prôner le statu-quo social : les patrons seront toujours les patrons et les ouvriers ne sont pas capables de faire autre chose que d'obéir.

Quand on ajoute que c'est un Giscard d'Estaing, le frère du président, qui est le PDG de la Thomson, on ne s'étonne plus de la nouvelle sympathie ouverte d'hommes de la majorité pour la nouvelle droite, ni de son rapide développement.

Claire MASSON

CONFLIT

Le personnel sécurité et exploitation de la SCG-12 en grève illimitée

GREVE illimitée du personnel sécurité et exploitation de la société SCG-12, filiale des sociétés IBM et Mobil-France. Lieu du conflit : tour Septentrion, La Défense.

Sixième jour de grève. Les revendications : 500 F pour tous ; renforcement des effectifs sécurité et exploitation ; réduction du temps de travail ; prime de vacances.

Pourquoi ce conflit ? Plus le vieillissement de la tour augmente, plus la charge de travail des employés est grande. Pourtant, le personnel de la société de gestion diminue. Quarante-sept employés en 1977, seulement quarante en 1979. La société de gestion SCG-12 ne peut profiter des nombreux avantages sociaux des grandes sociétés IBM et Mobil-France, étant considérée comme société sous-traitante (politique salariale : salaire moyen IBM 7 800 F, salaire moyen des employés de la SCG-12, trois fois moins que les ca-

dres, salaire minimum d'un cadre : 9 000 F).

Cette société ne peut bénéficier également des grands avantages des comités d'entreprise des sociétés IBM et Mobil-France.

Des motions ont été déposées par les sections syndicales CGT, CGT-TMG, CFDT de la société IBM-France ainsi que des mo-

tions du syndicat FO de la société Mobil-France qui soutiennent les revendications déposées par la section CGT de SCG-12 et demandent que des négociations s'engagent immédiatement.

Section CGT de la société de construction et de gestion 12 (SCG-12 Paris la Défense)

Attaque au droit de grève

- 1) Le 19 septembre, au premier jour de grève, un cadre de la SCG-12 (agissait-il en service commandé ?) bousculait violemment un gréviste qui assurait le service minimum à la tour de contrôle, dans le but d'intimider le personnel gréviste.
- 2) Plusieurs lettres d'avertissement sont tombées.
- 3) L'inspection du travail a dû être saisie plusieurs fois.
- 4) La direction a fait

appel à une entreprise extérieure pour briser la grève. Nous avons aussitôt réagi et le processus est stoppé pour l'instant à notre connaissance.

5) Un compte rendu de réunion direction-délégation a été affiché sans la signature et sans l'approbation des délégués du personnel sur le panneau habituel ainsi que dans un local de travail du personnel non gréviste.



Jeudi 20 septembre, les ouvriers de Renault-Le Mans occupent à plus de 2 000 la gare du Mans. Les trains seront bloqués près de 45 minutes. Leurs revendications : 300 F uniformes d'augmentation, 35 heures par semaine, retraite à 55 ans, promotion à l'ancienneté et annulation de deux licenciements.

REPARATION NAVALE A MARSEILLE

A quelques semaines de la suppression des 90% des licenciés de la navale

« Engager le vrai débat »

Le quotidien de Gaston Deferre, Le Provençal et le quotidien du PCF, La Marseillaise, se livrent depuis quelques jours à une petite guerre des communiqués.

Que l'on en juge : Gaston Deferre s'interroge ainsi : « Y a-t-il deux Guy Hermier, celui de Paris qui licencie à tour de bras ses collaborateurs des Editions sociales, et celui de Marseille qui, lorsqu'il est de passage à Marseille, se prononce contre les licenciements ? »

Hiermier, embarrassé, répliquera le lendemain : « Aujourd'hui, pour faire diversion, Gaston Deferre ne répugne pas à puiser arguments dans les ragots de l'anti-communisme à propos des efforts que nous avons déployés il y a un an pour permettre à nos maisons d'édition, de surmonter les difficultés que connaissent d'autres éditeurs menacés dans leur existence même par la domination du grand capital financier et la politique que le gouvernement met délibérément à son service ».

« Guy Hermier justifie ainsi les licenciements auxquels il est procédé dans un certain nombre d'entreprises victimes de la concurrence du grand capital et des sociétés multinationales, puisque pour sauver les maisons d'éditions dont il est responsable au Parti communiste, il a licencié une partie du personnel. Pris de cours, furieux d'être

contredit, il avoue sans le vouloir, alors que par ailleurs il prétend, en tant que député de Marseille, s'opposer aux licenciements ».

Deferre feint d'oublier que lorsqu'il a pris le contrôle du journal Le Méridional, il a jeté sur le pavé lui aussi près de cinq cents employés.

Bref, comme dit Hermier : « Gaston Deferre ne se contrôle plus ». Bref, comme le dit Gaston Deferre, « Guy Hermier s'emporte, s'énerve ».

Cette querelle est loin des préoccupations des licenciés de la navale qui, dans quelques semaines, vont voir supprimer leur droit au 90 %.

Face à cette polémique stérile, le comité de Marseille de notre parti a fait le point de la situation et il a rendu publique la déclaration suivante.

Sur cette base, nos militants sont prêts à engager le vrai débat, celui qui doit souder l'unité des travailleurs de Marseille et obtenir le redémarrage de la navale.

Déclaration du comité de Parti de Marseille du Parti communiste marxiste-léniniste

Le jeudi 13 septembre, un groupe de militants du PCF ayant à leur tête quelques élus ont occupé l'Union patronale des Bouches-du-Rhône.

La police est alors intervenue et a brutalement expulsé les manifestants. Le comité de parti de Marseille du Parti communiste marxiste-léniniste, comme chaque fois que des travailleurs sont réprimés et les libertés démocratiques bafouées, a condamné cette agression policière et a adressé une lettre de solidarité à la fédération des Bouches-du-Rhône du PCF.

Depuis cette action du PCF contre l'union patronale, une violente polémique s'est déclanchée entre Deferre et les dirigeants du PCF, Hermier notamment. Dans cette querelle, les arguments « volent bas » et l'on ne voit pas où se trouve l'intérêt des travailleurs.

poser quelques questions sur cette action, son efficacité, son but.

En effet, depuis quelques temps, le PCF multiplie ce genre d'initiatives réalisées avec une poignée de militants seulement, sans souci apparent de mobiliser les larges masses, délaissant souvent l'activité dans les syndicats et les organisations de masse.

Dans ce cas précis, il ne s'agissait ni d'une manifestation syndicale, ni d'une manifestation mobilisant les travailleurs de la Navale mais presque exclusivement des militants du PCF.

S'agissait-il pour les dirigeants du PCF de mobiliser et de soutenir les travailleurs de la navale ou plutôt de se faire de la publicité, de redorer leur blason terni par les échecs répétés de leur stratégie d'Union de la gauche, de resserrer leurs rangs et de régler les problèmes intervenus ? Il y a quelques années, une telle manifestation aurait dû être considérée par eux comme « gauchiste et aventuriste ».

Le rôle d'un véritable Parti communiste c'est de soutenir les travailleurs en lutte, de faire des propositions concrètes susceptibles d'unir et de mobiliser la majorité d'entre eux et non d'agir en leur nom, de travailler au renforcement de l'unité des travailleurs, de combattre la division et de développer soi-même une ligne étroite et sectaire, de soutenir et de développer le syndicat qui organise les travailleurs et non de saper son influence par des actions qui jettent la confusion.

Dans la réparation navale, la CGT est fortement implantée, depuis de longues années. Peut-être a-t-elle commis des erreurs, c'est possible, ce n'est pas à

nous d'en juger mais ce qui est certain c'est que la CGT de la réparation navale jouit toujours de la confiance de la masse des travailleurs et qu'elle n'a jamais pactisé avec les patrons au détriment de l'intérêt des travailleurs, comme elle l'a montré lors du premier plan Fournier en refusant la remise en cause du statut des travailleurs de la navale et les licenciements proposés.

Aujourd'hui, la situation est grave à Marseille, non seulement pour les travailleurs de la navale mais pour l'ensemble de la classe ouvrière. La réparation navale regroupait 4 000 travailleurs (non compris les entreprises sous-traitantes fournissant près de 5 000 emplois en décembre 1977) dont la grande majorité travaillait au groupe Terrin. Par vagues successives, les travailleurs ont été licenciés. Actuellement, on peut parler de la quasi-liquidation de la réparation navale marseillaise. Elle s'ajoute à la crise du bâtiment, à toute une série de fermetures d'usines et à des licenciements massifs comme à Coder.

Marseille risque de devenir une ville de commerce et d'administration, une métropole de négoce où siègent préfecture de région, chambre patronale, direction du port, une ville purgée de ses grosses concentrations ouvrières.

Le redémarrage de la navale n'est donc pas que l'affaire des industriels et du gouvernement. Il concerne toute la classe ouvrière de Marseille et de la région.

Ça va faire un an que le groupe Terrin a cessé de fonctionner. Les ouvriers licenciés vont recevoir une indemnité de chômage fortement diminuée (42% de leur dernier salaire) mais la détermination existe toujours.

Quels sont les atouts pour un redémarrage de la navale ?

La bourgeoisie exploite la classe ouvrière partout : à la Clotat, sur la façade atlantique et ailleurs. Ce

qui peut l'inciter à redémarrer la navale à Marseille, c'est :

- L'existence d'un outil de travail extrêmement perfectionné et ultra-moderne ;
- La présence d'ouvriers qualifiés et expérimentés ;
- Surtout, la volonté des travailleurs de la navale et

de la population qui défendent l'emploi, d'exiger ce redémarrage.

Le Parti communiste marxiste-léniniste et ses militants marseillais partagent cette détermination. Nous ferons notre possible pour que se renforce l'unité de tous les travailleurs, quels que soient leurs opinions ou leurs partis et se déve-

loppe l'action pour le redémarrage de la navale à Marseille.

Comité de Parti de Marseille du Parti communiste marxiste-léniniste. Le 20 septembre 1979. Adresse : Parti communiste marxiste-léniniste, 26, bd des Dames, 13002 Marseille. Tél : 909 707



COLONIALISME

TELEVISION

«On te fait comprendre que tu es un assisté! : t'es ici pour bosser et te taire»

Interview d'un jeune guadeloupéen (4)

Nous publions aujourd'hui la fin de l'interview qu'un jeune guadeloupéen nous a accordée au début des vacances. Cette dernière partie traite plus spécialement des travailleurs guadeloupéens qui ont dû quitter leur pays pour venir chercher du travail en France.

Interview recueillie par René BREAND

René BREAND : En France, il y a beaucoup d'Antillais qui travaillent dans les hôpitaux peux-tu nous parler des hôpitaux en Guadeloupe ?

— L'équipement est très insuffisant et il y a beaucoup de laisser-aller dans les hôpitaux.

En outre, des Françaises qui n'ont pas de qualification professionnelle dans les hôpitaux en France, seront embauchées chez nous par priorité comme infirmières.

Du boulot, elles s'en foutent, elles vont là-bas pour le soleil et la plage. Ce n'est pas elles que je rends responsables du système, mais quand on voit le nombre d'infirmières guadeloupéennes dans les hôpitaux parisiens et qui ne peuvent pas rentrer chez nous... Actuellement, il y a 12 000 Guadeloupéens en France sur 340 000 habitants et plus de la moitié des 120 000 a plus de 25 ans.

RB : Comment ça se passe pour le Guadeloupéen qui arrive pour la première fois en France ?

— Suite à l'intoxication déversée, le départ, il y a quelques années, se faisait avec l'espoir de trouver le paradis. Premier problème, trouver un logement; extrêmement difficile. Souvent, on nous dit non, on demande alors « pourquoi? » Parce qu'on ne veut pas d'Antillais ou de gens de couleur. C'est le masque de la France qui tombe un peu.

Si aujourd'hui on n'enseigne plus « nos ancêtres les Gaulois », le programme scolaire est très aliénant. C'est un programme français pour un pays qui n'est pas la France. Chez de nombreux compatriotes, ça engendre une dépersonnalisation qui s'avère dramatique. Dans le métro, tu peux voir des compatriotes qui se mettent par exemple de la poudre blanche, des perruques de roussets, etc.

Chez un certain nombre de compatriotes, hommes et femmes, on trouve aussi le refus de parler le créole par-

ce que ça a toujours été la langue du vieux nègre, des gens qui sont mal élevés. Quand j'étais à l'école, il était interdit de parler guadeloupéen.

Des enfants élevés dans un milieu où, depuis leur naissance, on parle créole, se retrouvent à l'âge de l'école dans un milieu totalement étranger à leur milieu naturel. Actuellement, il y a une majorité de professeur français.

RB : Et le boulot ?

— Souvent les gens arrivent pour bosser aux PTT ou dans une administration. Alors le problème du logement se pose, mais pas dans des formes aussi dramatiques que pour un immigré qui arrive par ses propres moyens.

Pour le travail, c'est à peu près la même démarche que pour le logement. Surtout avec la situation actuelle. Arrivé ici, le Guadeloupéen même avec une formation professionnelle, prend n'importe quoi ; il est acculé à prendre ce qu'il trouve.

Pour ce qui est des flics, chaque fois qu'il y a eu un contrôle dans le métro; je n'y ai pas échappé, c'est le lot de tout travailleur immigré. Parfois, quand on téléphone pour un travail, on ne nous demande pas notre nationalité ; on se présente, on nous dit que le travail a été pris, ce qui est une chose classique.

Aux PTT, les racismes se manifestent à cause de la propagande de la bourgeoisie qui a pris sur les travailleurs français et dans certains bureaux, le racisme est très développé entre les Français et la communauté antillaise. Avec l'encadrement, c'est beaucoup plus net. On te fait comprendre que tu es un assisté, tu es ici pour bosser et te taire. Au PLM, des cas de racisme, il y en a eu souvent ; j'ai vu des camarades guadeloupéens licenciés et on s'est retrouvé à une minorité pour les défendre. Un retard de cinq minutes et le chef vient les voir avec des propos assez durs.

— A la Caisse d'assurance-

maladie de Paris, il y avait vingt-trois Antillais sur cent quinze, le directeur demandait que ce nombre ne soit pas dépassé, car il estimait que ça aurait des répercussions dans les relations entre travailleurs et sur la qualité du service. Il disait que ça deviendrait intolérable si ce seuil était dépassé.

RB : Et pour les travailleuses ?

— Plus de mal encore pour trouver un boulot, etc. C'est-à-dire tous les problèmes des femmes avec en plus ceux des femmes immigrées. Les patrons le savent bien et ils profitent bien de cette situation. Elles n'occupent que des postes subalternes ou des postes où elles usent rapidement leur santé.

RB : A la radio, on entend de plus en plus de musique antillaise, à quoi cela correspond-il ?

— On entend la chanson *Rosalie*. Cette chanson a été vendue à Carlos. Il y a des boîtes antillaises, des magasins de produits antillais en France. On parle de plus en plus de la Martinique et surtout de la Guadeloupe ; on organise des « routes du rhum », etc. L'impérialisme français veut créer un climat psychologique pour faire admettre aux Français la présence des Antillais et pour faire oublier aux peuples des colonies leur patrie et les dissuader par conséquent de rentrer chez eux. Il faut créer l'ambiance pour que ces immigrés ne posent pas le problème du retour.

Pour contrecarrer cet embrigadement, j'estime qu'il est temps aujourd'hui que les masses travailleuses guadeloupéennes immigrées s'organisent en tant que travailleurs immigrés dans des organisations spécifiquement guadeloupéenne et tout cela en liaison avec ce qui se passe en Guadeloupe de contribuer à une cause commune qui est l'indépendance nationale.

RECTIFICATIF :

Le SGEF, FUGTG, PUPG et les organisations de jeunes : JOC, MRJC, AGEF ne sont pas, en temps que telles, des composantes de l'UPLG comme nous l'avions écrit par erreur dans la précédente partie de l'interview.

Lundi A2 20h35 Biopolis

Les manipulations génétiques

Les bactéries roulent pour vous !

Après la télématique, les manipulations génétiques prennent le devant de la scène. La manipulation et la culture des bactéries utiles permettent d'effectuer des synthèses jusqu'alors très difficiles à réaliser chimiquement. Elles permettent la fabrication de protéines en quantités industrielles.

Ces découvertes ouvrent des possibilités inespérées dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, de la médecine, de l'énergie et même de la pollution. Quatre mille chercheurs travaillent déjà dans cette voie. Aux USA, les plus grands monopoles sont dans la course. En France, Giscard d'Estaing a chargé des chercheurs de préparer un rapport sur « La biologie et la transformation de la société ». L'an dernier, c'est sur la télématique que Giscard avait chargé Nora et Minc de faire un rapport. Comme la télématique, la biologie industrielle ouvre la voie à de grands développements et à d'importants profits.

On parle de manipulations génétiques. Ce sont des bactéries, des micro-organismes, des cellules qu'on domestique. Chaque cellule comprend un noyau formé d'un entrelacs de bâtonnets appelés chromosomes sur lesquels se trouvent les gènes groupés en sites.

Les gènes sont porteurs des informations qui caractérisent un individu et qui sont transmises héréditairement. On comprend de mieux en mieux le fonctionnement du vivant grâce à la génétique moléculaire et à la génétique cellulaire. Déjà, chez les plantes et les animaux, les méthodes de sélection, de croisement, d'hybridation ont permis d'augmenter de façon appréciable les rendements en maïs, lait et viande. La génétique quantitative a permis d'agir sur les espèces.

UNE USINE

Mais chaque cellule est en même temps une véritable usine à fabriquer des protéines ou des acides aminés. Dès lors, pourquoi ne pas agir sur les gènes qui déterminent la formation de ces protéines et de ces acides afin de les faire travailler pour l'industrie et la médecine ? C'est ce qu'on fait avec les manipulations génétiques sur les bactéries.

Il faut savoir qu'un bœuf de 500 kilos fabrique environ un demi kilo de protéines par vingt-quatre heures alors que 500 kilos de bactéries en produiraient de 5 à 500 tonnes dans le même temps.

On peut classer l'utilisation de la biologie industrielle en deux catégories, la fermentation et la manipulation génétique. C'est au Japon que le procédé de fermentation à partir de la génétique est le plus utilisé.

LA FERMENTATION AU JAPON

En vingt ans, toute une production d'aliments, de

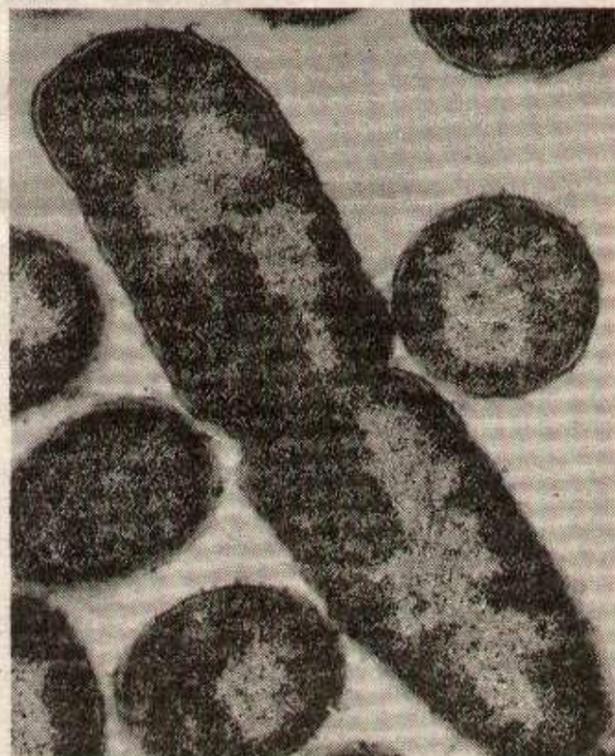
génétiques. C'est en 1974 dans ce pays qu'on a commencé à couper et coller des fragments d'ADN (acide désoxyribonucléique) qui contient sous forme codée l'information de base, le mode de fabrication des protéines.

Les manipulations génétiques consistent principalement à modifier le patrimoine génétique des bactéries de façon à leur faire exécuter des tâches précises, utiles, notamment des synthèses biochimiques, différentes de celles qu'elles ont naturellement tendance à accomplir.

C'est sur la bactérie du colon humain *Escherischia Coli* que se font la plupart des expériences aujourd'hui. C'est ainsi que des bactéries manipulées ont fabriqué de la somatostatine et de l'insuline de rat, deux hormones qui interviennent dans la régulation du glucose et présentent un grand intérêt dans le traitement du diabète. Fabrication d'antibiotiques, d'hormones, d'enzymes, d'insulines, de coagulants d'anticorps. Quatre grands monopoles américains pratiquent déjà les manipulations dans ce sens. Alors que le budget recherche augmentait de 5 %, le budget biologie, lui, doublait.

Les manipulations génétiques, à condition qu'on utilise toutes les précautions nécessaires, présentent un grand pas dans les progrès de l'homme pour dominer la nature, un grand pas pour résoudre des problèmes comme les maladies et la famine.

Léon CLADEL



Escherischia Coli : Une bactérie du colon humain grossie plus de 10 000 fois. C'est cette bactérie qui a permis la plupart des travaux de biologie moléculaire, la découverte du code génétique et est à l'origine des premières manipulations génétiques!

La grosse bavure au CES de Miribel (Ain)

AU CES de Miribel, la rentrée n'a toujours pas eu lieu. Les parents d'élèves des fédérations Lagarde et Cornec occupent depuis le 13 septembre les locaux du collège. Nous avons rencontré des parents d'élèves et des enseignants qui nous ont parlé de leur lutte.

Le jour de la rentrée, quatre postes n'étaient pas créés, six postes non pourvus; il manque également un poste d'agent de service.

Au mois de juin 1979, des rencontres avaient eu lieu entre la fédération Cornec et les syndicats d'enseignants qui avaient exprimé leur volonté d'entrer dans l'action dès le 13 septembre face à la certitude d'une rentrée catastrophique. Le 13 septembre, l'ensemble des enseignants est en grève et seulement trente enfants sur 820 se présentent au CES. Le soir une assemblée générale réunit les parents d'élèves qui décident l'occupation des locaux. Diverses actions sont alors menées: rencontres avec les élus, délégations au rectorat, préfecture et une importante manifestation regroupant parents, enfants et enseignants a défilé du CES au centre de Miribel. Le 18 septembre à 19 h, sur *Europe 1*, M. Beullac affirme, répondant à une parente d'élève de Miribel: « L'occupation n'est pas la meilleure solution pour obtenir satisfaction. Je ne crois pas que ce soit la bonne méthode ». Pourtant dès le lendemain, une partie des revendications était satisfaite mais il manque encore trois postes non pourvus, trois postes non créés, deux postes de surveillants et deux postes d'agents de service. Le soir même, en assemblée générale, les parents et les enseignants décident de poursuivre la lutte jusqu'à l'obtention de la totalité des postes manquants. « C'est la première fois qu'on voit ça à Miribel », nous dit un parent. Effectivement, une telle détermination et une telle unité d'action ne s'étaient pas rencontrées au CES depuis longtemps et prouvent bien qu'il n'y a pas trente-six manières d'obtenir satisfaction. « De toute façon, ça pourra plus être comme avant », affirme un professeur du collège au sujet des rapports parents-enseignants. La lutte unitaire au coude-à-coude a permis une prise de conscience des problèmes de chacun et a renforcé la détermination dans la poursuite de l'action. La cellule Jules Vallès du PCML de Miribel poursuit son soutien aux enseignants et parents d'élèves du collège.

Le jour de la rentrée, quatre postes n'étaient pas créés, six postes non pourvus; il manque également un poste d'agent de service.

Au mois de juin 1979, des rencontres avaient eu lieu entre la fédération Cornec et les syndicats d'enseignants qui avaient exprimé leur volonté d'entrer dans l'action dès le 13 septembre face à la certitude d'une rentrée catastrophique. Le 13 septembre, l'ensemble des enseignants est en grève et seulement trente enfants sur 820 se présentent au CES. Le soir une assemblée générale réunit les parents d'élèves qui décident l'occupation des locaux. Diverses actions sont alors menées: rencontres avec les élus, délégations au rectorat, préfecture et une importante manifestation regroupant parents, enfants et enseignants a défilé du CES au centre de Miribel. Le 18 septembre à 19 h, sur *Europe 1*, M. Beullac affirme, répondant à une parente d'élève de Miribel: « L'occupation n'est pas la meilleure solution pour obtenir satisfaction. Je ne crois pas que ce soit la bonne méthode ». Pourtant dès le lendemain, une partie des revendications était satisfaite mais il manque encore trois postes non pourvus, trois postes non créés, deux postes de surveillants et deux postes d'agents de service. Le soir même, en assemblée générale, les parents et les enseignants décident de poursuivre la lutte jusqu'à l'obtention de la totalité des postes manquants. « C'est la première fois qu'on voit ça à Miribel », nous dit un parent. Effectivement, une telle détermination et une telle unité d'action ne s'étaient pas rencontrées au CES depuis longtemps et prouvent bien qu'il n'y a pas trente-six manières d'obtenir satisfaction. « De toute façon, ça pourra plus être comme avant », affirme un professeur du collège au sujet des rapports parents-enseignants. La lutte unitaire au coude-à-coude a permis une prise de conscience des problèmes de chacun et a renforcé la détermination dans la poursuite de l'action. La cellule Jules Vallès du PCML de Miribel poursuit son soutien aux enseignants et parents d'élèves du collège.

Le jour de la rentrée, quatre postes n'étaient pas créés, six postes non pourvus; il manque également un poste d'agent de service.

PAYS BASQUE

Une grève dont on ne parle pas

Nouvelles économiques

Automobile : 87 000 ouvriers en chômage aux USA

LES quatre constructeurs américains d'automobiles ont déjà mis 87 000 ouvriers au chômage. Les quatre grands américains ont pour nom: General Motors (G. M.), Ford, Chrysler et American Motors (A. M.).

G. M. a mis 37 000 ouvriers au chômage sur 460 000, Chrysler en a mis 27 200, Ford 21 500 et A. M. 1 200.

La cause de ce chômage est la restructuration des usines automobiles américaines, une nouvelle orientation vers la production de voitures de milieu de gamme de 7 à 12 CV.

Correspondant Biarritz.

POUR protester contre les pouvoirs publics qui se livrent à des mesures arbitraires à l'encontre des réfugiés politiques basques, des Basques du sud et du nord ont décidé d'entamer une grève de la faim. Installés à l'église Sainte-Anne à Hendaye, ils en sont aujourd'hui à leur 30e jour de grève. Dix-sept sont hospitalisés à l'hôpital de Bayonne, certains d'entre eux étant dans un état alarmant. Parmi ceux qui sont encore dans l'église et qui continuent leur grève, quatre refusent toute perfusion et sont à la limite de leurs forces.

Toutes les organisations nationalistes du Pays Basque Nord, ainsi que les organisations d'opposition au gouvernement Giscard-Barre apportent leur soutien aux grévistes, afin que le pouvoir revienne sur sa décision et rétablisse le statut de réfugiés pour les Basques. Quarante-douze prêtres du diocèse de la région sont allés voir le sous-préfet à Bayonne pour obtenir gain de cause, ils ont également écrit à Monseigneur Etchegaray afin de faire parvenir leur lettre au Pape pour que celui-ci fasse pression auprès du gouvernement.

Nous ne pouvons laisser mourir ces hommes et ces femmes qui, par un moyen pacifique, tentent d'attirer l'attention sur ce qui se passe au Pays Basque.

- Ce qu'ils demandent :
- Statut de réfugiés politiques pour les Basques ;
 - Respect de la Convention de Genève ;
 - Respect des Droits de l'Homme.

Solidarité aux ambulanciers du SMUR 93 en grève

D'après un tract de l'UL CGT de Bobigny

DEVANT le durcissement de la position de M. Karcenty, leur employeur, sept ambulanciers du SMUR-93 ont entamé une grève de la faim depuis le 18 septembre 1979 au local du SMUR-93, c'est-à-dire dans l'hôpital ex-franco-musulman de Bobigny, actuellement hôpital Avicenne. Ils ont bloqué les cinq véhicules de M. Karcenty, à Avicenne, Montreuil, Montfermeil (les trois hôpitaux concernés par ces véhicules). Mais ils ont laissé tourner le SMUR pédiatrie (transport d'urgence des prématurés) et cela par conscience professionnelle.

Voici les revendications :

1) 3 200 F net par mois mensualisés, ils gagnent 2 400 F pour 240 heures par mois, soit 10 F de l'heure.

En Europe, 12 000 travailleurs de Ford-RFA vont devoir travailler à temps partiel à partir du mois d'octobre. Les licenciements massifs sont à prévoir dans l'automobile dans les deux ou trois ans qui viennent.

Alerte : chômage en hausse prévisible

LE gouvernement Giscard-Barre annonce une perte de « compétitivité » pour les produits français en 1980. La raison qui est invoquée est bien sûr la hausse des prix du pétrole. C'est là encore une grossière mystification que ce gouvernement de misère et d'exploitation entreprend. C'est

2) Repas payés pendant les gardes, 24 heures.

3) Les jours fériés chômés payés.

4) Le respect de la loi sur le repos compensateur avec un minimum d'hygiène vu le travail effectué (actuellement, ce sont des baraquements préfabriqués).

5) Une douche qui fonctionne installée ailleurs que dans la salle à manger de garde.

EUROCERAL

Intransigeance de la direction.

Réponse : débrayages surprises

LES grévistes d'Euroceral savent aujourd'hui qu'ils ont affaire à la politique de « concertation » souhaitée par Barre : tour à tour la carotte et le bâton. Depuis la rentrée ils reconduisent à chaque assemblée générale leur mouvement. Soit : deux heures de débrayage en fin de poste et par équipe. Une première rencontre était arrachée le 11 septembre où la direction proposait 1 % d'augmentation de salaire au 1er janvier 1980 et 10 % de plus sur la prime de transport (soit : 42,50 ou 70 F par mois pour 40 à 100 kilomètres de trajet par jour) puis 1 % d'augmentation de salaire au 1er juillet 1980. En même temps, elle mettait à pied deux délégués...

Une semaine plus tard, et devant l'ampleur du mouvement, elle se déclarait prête à discuter augmentation des salaires, après s'être mis d'accord sur la forme avec les délégués du personnel de la CGT (en pourcentage soit 12 % et en deux fois).

Une réponse définitive serait donnée le mercredi 19 septembre. Devant l'attitude positive de la direction, les grévistes suspendaient leur action jusqu'à cette réunion tout en restant vigilants.

Mercredi 19, c'est non, sans aucune autre proposition la direction proclame qu'elle ne donnera jamais aucune augmentation et que les patrons se serrent les coudes pour ne pas céder aux revendications ouvrières !

Les grévistes ont donc décidé de reprendre le mouvement, avec cette fois-ci des débrayages surprise bien plus efficaces pour faire chuter la production et empêchant les chefs d'équipe, les cadres de faire le travail des grévistes.

absolument inadmissible.

Les autres pays capitalistes sont aussi touchés que nous par ces hausses du pétrole et pourtant ils sont bien mieux placés que les capitalistes français sur les marchés internationaux. C'est le cas des capitalistes de la RFA et du Japon.

Pour regagner la compétitivité sur les marchés, les capitalistes français vont accentuer encore les licenciements, restructurations. Déjà les études statistiques laissent entrevoir que les coûts salariaux sont trop élevés et que de ce fait aussi, les capitalistes français sont moins compétitifs.

A l'heure où les profits de gros monopoles capitalistes augmentent de plus de 20 %, où le chômage progresse de mois en mois, les études gouvernementales sont une véritable provocation, un défi supplémentaire lancé aux travailleurs, pire même une déclaration de guerre. Le plan Barre à venir sera encore plus rude pour la classe ouvrière.

La riposte efficace des travailleurs s'impose rapidement.

Préparation du calendrier 1980

Pour préparer le calendrier 1980, nous avons besoin de photos, dessins, peintures (de préférence des photos) ayant pour thème des portraits. Portraits de femmes, d'hommes, de vieux, de jeunes ou d'enfants, d'immigrés... pris dans leur activités quotidiennes, travail, de tous les jours, loisirs, en ville ou à la campagne, sous la forme de gros plans, de scènes typiques ou originales. Documents personnels anciens ou récents.

Sur le plan technique, utiliser le format minimum de 18 X 24 centimètres. Envoyer les épreuves le plus rapidement possible au journal (BP 201 75926 Paris Cédex 19) en spécifiant « Pour le calendrier 1980 » et au plus tard le mardi 16 octobre.

N'omettez pas de joindre vos nom, prénom et adresse. Si vous ne voulez pas que votre nom apparaisse, indiquez-le. Les envois qui seront retenus recevront en cadeau un abonnement d'un an au bimensuel.

Pour s'informer régulièrement et connaître la Chine

4 périodiques en français

Pour s'informer régulièrement et connaître la Chine, quatre périodiques en français :

- *Beijing information*, hebdomadaire - le reflet de l'actualité chinoise et des analyses sur la situation internationale.

Abonnement - 1 an : 40 F ; 2 ans : 60 F ; 3 ans : 80 F.

- *La Chine en construction* : mensuel. Des articles, des reportages sur la santé, l'éducation, l'histoire, l'économie, l'art.

Abonnement - 1 an : 19 F ; 2 ans : 28,50 ; 3 ans : 80 F.

- *La Chine*, mensuel. Les articles courts, abondamment illustrés rendent ce magazine très attrayant.

Abonnement - 1 an : 24 F ; 2 ans : 36 F ; 3 ans : 48 F.

- *Littérature chinoise*, mensuel - Publie nouvelles et romans classiques et modernes, des critiques, des études sur la peinture traditionnelle et contemporaine, des chroniques sur la poésie, le théâtre, le cinéma...

Abonnement - 1 an : 24 F ; 2 ans : 36 F ; 3 ans : 48 F.

Adressez vos abonnement et réabonnement à E-100, 24 rue Philippe de Girard - 75010 PARIS. (Spécimens sur demande).

P. S. N'oubliez pas de vous réabonner à temps : l'échéance figure sur la bande adresse. Exemple : 11/78-1/79, le No 10 est le dernier que vous recevrez.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance : B.P. 201 - 75926 Paris Cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Dufrane
Commission paritaire No 47 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Source
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

La caravane des chômeurs de l'éducation est partie

Interview d'un responsable du SGEN

NATHALIE VILLOTIERS :
Quelle est la situation des maîtres auxiliaires sur l'Académie de Créteil ?

PASCAL : 350 maîtres auxiliaires sont d'ores et déjà au chômage. L'incertitude plane pour 600 à 700 d'entre eux. On ignore s'ils seront réemployés et même s'ils le sont, ils n'auront que des remplacements. Certains parmi eux ont accompli des suppléances sans interruption l'année dernière.

Trouver une forme de lutte efficace

NATHALIE VILLOTIERS :
Comment a surgi l'idée d'une caravane à travers la région parisienne ?

PASCAL : On a tout d'abord pensé à occuper un établissement scolaire. Ensuite, on a analysé que cette action n'était pas la meilleure forme de lutte. Le pouvoir ne se sent pas gêné quand on bloque un lycée dans une banlieue ouvrière. L'exemple de Noisy-le-Sec (Hauts-de-Seine) est significatif à cet égard. A la rentrée 1978, les enseignants et les élèves se sont mis en grève. Ils ont occupé les locaux pendant un mois et demi... et pourtant, la presse a mis longtemps à se saisir de cette information. Par ailleurs, les maîtres auxiliaires qui changent souvent de lieu de travail, ne connaissent pas vraiment, ou pas du tout, leurs collègues des établissements dans lesquels ils ont travaillé. Comment renouer des liens en occupant un établissement, s'ils n'étaient pas établis ?

NATHALIE VILLOTIERS :
Quel est le but de la caravane ?

PASCAL : On lui a assigné deux buts : informer sur les conditions de la rentrée, avec le problème des non-titulaires avec des effectifs frisant 38 à 40 par classe et inciter les enseignants et le personnel non-enseignant à se mobiliser contre ces conditions de rentrée.

NATHALIE VILLOTIERS :
La première étape de la caravane s'arrêtait à Chéroux, à Vitry (Val de Marne). Comment s'est-elle passée ?

PASCAL : La section SGEN-CFDT était en grève. On a occupé le standard téléphonique, à la cantine on a fait une prise de parole avec les profs et les élèves. Nous avons reçu le soutien de une ou deux sections syndicales du SNI et du SNES. La première étape nous a appris qu'il fallait toucher les enseignants quand ils sont là ; à la récréation ou en intervenant dans les classes.

NATHALIE VILLOTIERS :
Comment sont déterminés les arrêts de la caravane ?

PASCAL : Principalement sur invitation de sections syndicales. Ces invitations sont décidées quelquefois en intersyndicale.

Vous avez peut-être vu ou entendu parler de la caravane des chômeurs de l'Éducation nationale. Elle se balade, à l'initiative du SGEN-CFDT académique de Créteil, dans toute la région parisienne.

Son but : informer sur les licenciements massifs que Beullac engage et impulser la lutte.

Pascal, membre du bureau académique du SGEN (Créteil), regroupant le Val-de-Marne (94), la Seine-Saint-Denis (93) et la Seine-et-Marne (77), nous a raconté dans quel contexte de faible mobilisation se déroule la rentrée scolaire et comment par cette caravane le SGEN tente de lancer l'action dans une grande unité (*).

sommes persuadés qu'il faut vraiment faire l'unité d'action pour aboutir. Le SGEN-CFDT est trop minoritaire pour faire avancer la lutte tout seul. Nous représentons 12 à 13 % du personnel syndiqué dans le primaire et 25 % dans le secondaire.

Nous n'avons pas encore fait de démarches vis-à-vis des organisations de parents, il y a trop de tâches à exécuter. Notre première tâche est d'abord d'impulser la lutte dans les établissements.

NATHALIE VILLOTIERS :
La caravane est-elle votre seul moyen d'action ?

PASCAL : Non. Mercredi 19 septembre, par exemple, nous avons participé au rassemblement intersyndical devant le rectorat avec le SNES, des sections PEGC du SNI, le SNETP-CGT, la fédération Comec et le comité des non-titulaires de la région parisienne.

Une situation mauvaise

NATHALIE VILLOTIERS :
Comment analysez-vous la mobilisation en général à cette rentrée 1979 ?

PASCAL : La mobilisation est faible. Les enseignants n'échappent pas à la situation politique globale. Il faut dire qu'en ce moment « on s'en prend plein la gueule ».

La situation n'est pas meilleure que l'année dernière, mais il n'y a pas la même riposte. L'an dernier à Drancy (Seine-Saint-Denis), on s'était mis en grève parce que les secondes AB (*) avaient plus de 38 élèves par classe.

Cette année, on a recensé les effectifs dans les établissements ; de nombreuses classes frisent les 40 élèves par classe, ce n'est pas pour autant qu'il y a grève.

Et puis il y a le problème de la division — à surmonter sûrement — mais division quand même entre non-titulaires et titulaires.

Sur l'Académie de Créteil, plus de 8 % d'heures d'enseignement sont faites en heures supplémentaires, principalement par des titulaires. La formation continue est assurée aussi à 90 % en heures supplémentaires.

Ces « heures supplémentaires », des maîtres auxiliaires pourraient très bien effectuer. On pourrait très bien fournir des postes complets aux maîtres auxiliaires.

Cette division entre titulaires et non-titulaires est entretenue par le pouvoir et aussi par le corporatisme de la FEN : un syndicat pour chaque type de titulaire (le SNI pour les instituteurs, le SNES pour les profs du 1er et 2e cycle, etc.)

* Les intertitres sont de la rédaction.
* AB : section économique.



NATHALIE VILLOTIERS :
Comment est animée la caravane ?

PASCAL : Ce sont surtout des non-titulaires sans emploi qui constituent le noyau, aidés et appuyés par des enseignants des qu'ils sont disponibles.

L'unité d'action pour aboutir

NATHALIE VILLOTIERS :
Avez-vous fait des démarches envers les autres syndicats, les fédérations et organisa-

tions de parents pour qu'ils soutiennent l'initiative de la caravane ?

PASCAL : On a demandé aux autres syndicats de nous soutenir, ils ne nous ont pas répondu. Nous continuons à le leur demander, car nous